

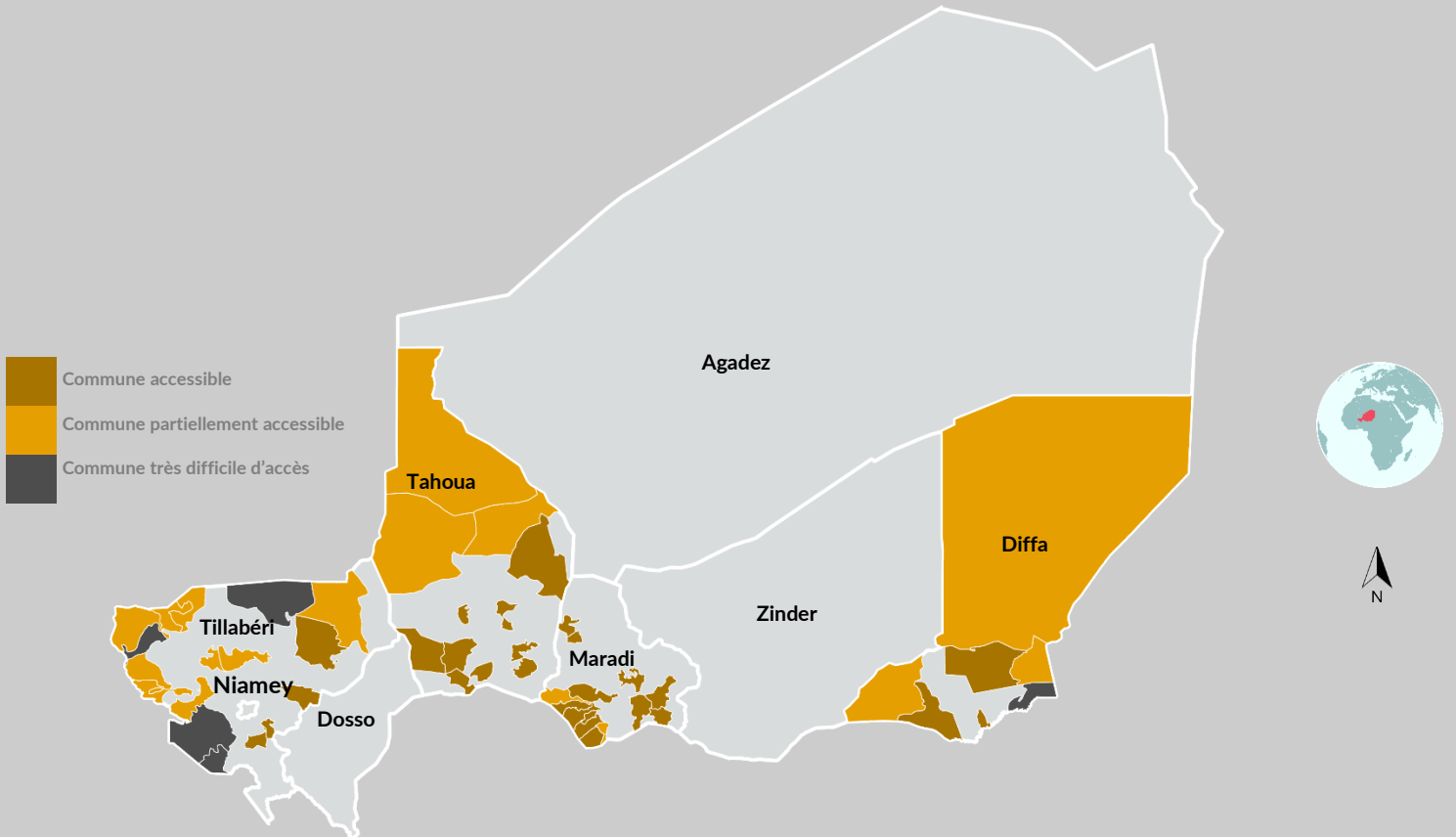
BULLETIN MENSUEL D'ANALYSE

NIGER

RÉGIONS : DIFFA, MARADI, TAHOUA ET TILLABERI

PÉRIODE : MAI 2023

ZONES DE COUVERTURE DE COLLECTE DE DONNÉES



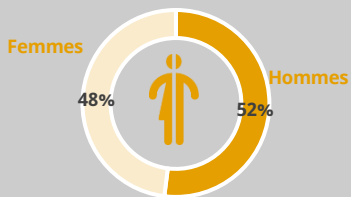
CHIFFRES CLÉS

475 Entretiens au total

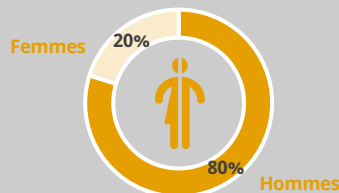
302 Ménages

173 Informateurs Clés

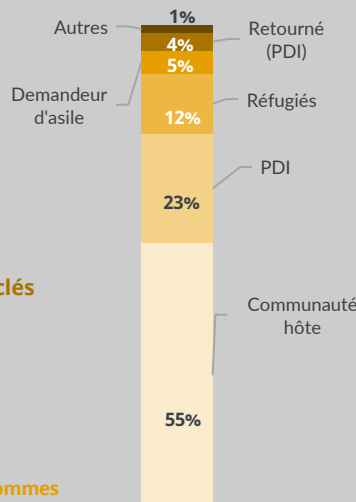
Ménages



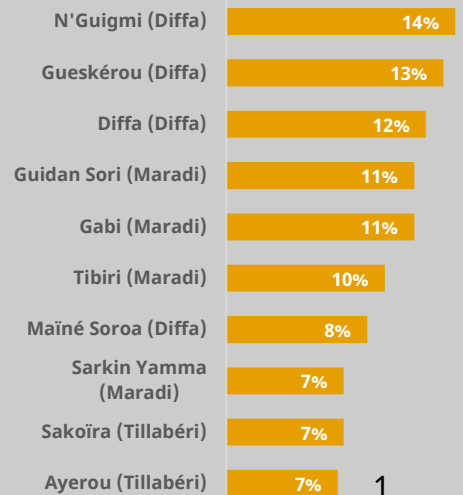
Informateurs clés



Statut par répondants



Nombre de répondants par commune (Top 10)



Financé par FCDO (Foreign, Commonwealth & Development Office), co-piloté par HCR et DRC au niveau régional et au niveau pays (Niger-Mali-Burkina Faso-Tchad), le projet de monitoring régional de protection (P21) est un outil inter-agences complémentaire aux autres outils de collecte de données du **monitoring de protection dans les zones affectées par la crise sécuritaire et humanitaire au Niger (Collecte d'incident, référencement, sensibilisation, mouvement de population)** et permet de produire des analyses de protection basées sur des données probantes de perception collectées dans quatre régions du Niger (Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri). Les analyses contribuent à la compréhension de l'environnement de protection au Niger et de :

- **Soutenir les acteurs de protection à faire une programmation basée sur des données probantes ;**
- **Contribuer à une meilleure coordination opérationnelle et transfrontalière ;**
- **Contribuer à l'effort de mobilisation de ressources ;**
- **Favoriser un plaidoyer commun pour une meilleure sensibilisation au niveau régional et global sur la crise de déplacement forcé.**



SITUATION SAILLANTE DE PROTECTION

Le mois de mai a été particulièrement marqué par des incidents à caractères inter-ethniques dans le département d'Ayerou (région de Tillabéri). Selon les sources du monitoring de protection, ces incidents ont fait plus de 20 morts et provoqué le déplacement interne de plus de 20 000 personnes dont la majorité sont des femmes et des enfants.

Cette situation découle des tensions au sein des communautés liées aux suspicions d'appartenance et/ou de complicité avec les groupes armés non étatiques qui opèrent dans la région de Tillabéri. La région est habitée par une population multi-ethnique, majoritairement des Zarma (Sorai), des peulhs, des Touareg et ces communautés ont toujours vécu en symbiose.

L'analyse des données de protection révèle que la stratégie opérationnelle adoptée par les groupes armés non étatiques (GANE), au fil du temps a contribué à la cristallisation des relations sociales et créé une rupture de confiance entre les communautés.

Il faut noter qu'en dehors des conflits fonciers spontanés entre éleveurs et agriculteurs qui sont enregistrés le plus souvent pendant la saison hivernale, les groupes ethniques dans la région de Tillabéri se sont montrés résilients. Cela malgré l'instrumentalisation par les groupes armés du fibre ethnique et religieux au fil des années que dure la crise sécuritaire.



I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT DE PROTECTION

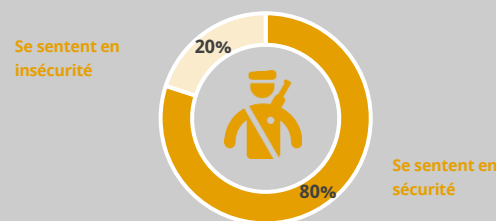
L'analyse des données de protection du mois de mai révèle un environnement de protection délétère qui évolue au gré de la situation sécuritaire qui prévaut au sein des communautés au niveau des quatre régions suivies. 38 % des personnes interviewées au cours de cette période disent qu'il y a eu au moins un incident sécuritaire et/ou de protection au sein de leur communauté au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête contre 42% au mois d'avril.

307 incidents sécuritaires et de protection ont été rapportés par les sources du monitoring de protection au mois de mai contre 313 incidents au mois d'avril. Cette baisse du nombre d'incidents est due au calme relatif observé dans la région de Maradi et l'impact positif des opérations de sécurisation des zones en cours dans la région de Diffa.

20% des personnes interviewées au cours de cette période disent ne pas se sentir en sécurité contre 24% au mois d'avril. Cet indicateur est en baisse pour le deuxième mois consécutif, ce qui dénote une amélioration globale du sentiment de sécurité des populations civiles dans les zones affectées au niveau des quatre régions suivies (Diffa, Maradi, Tillabéri et Tahoua).

Il faut noter que l'indicateur sur le sentiment d'insécurité est resté particulièrement sévère dans la région de Tillabéri passant de 42% des personnes interviewées qui disent ne pas se sentir en sécurité au mois de janvier à 57% au mois de mai. Avec une moyenne mensuelle de 47% de sentiment d'insécurité au sein des communautés de janvier à mai et selon les résultats des entretiens avec les informateurs clés. Cela est dû à la prévalence des incidents impliquant des cas de violation de droit de l'homme qui affectent presque toutes les communes de la région.

Sentiment de sécurité



Principaux incidents de protection (Top 10)



En outre, il faut noter les difficultés de mobilités des populations dans leur environnement immédiat du fait des risques et restrictions multiformes liés à la crise sécuritaire. 37% des personnes interviewées déclarent avoir rencontré des difficultés de mobilité au mois de mai, pour aller au marché ou aller travailler en général. Cela a un impact sur la sécurité et le bien-être des populations civiles qui sont prises en étau entre le tout sécuritaire des acteurs en charge de la sécurité et la recherche de l'ancrage communautaire et/ou économique des bandes et groupes armés non étatiques.

La persistance de certains incidents sécuritaires, notamment les meurtres/assassinats et les enlèvements de personnes, les poses des EEI (Tillabéri), et la résurgence d'autres incidents de protection à caractère inter-ethniques (Tillabéri), exacerbent les vulnérabilités et accroît les incertitudes au sein des communautés. Au mois de mai, 39 cas de meurtres/assassinats de 46 personnes civiles et 35 cas d'enlèvement de personnes civiles y compris des femmes et des enfants ont été rapportés par les sources du monitoring de protection au niveau des quatre régions.

Lors des entretiens avec les informateurs clés, il ressort que ces typologies d'incidents sont l'une des causes de la dépression et la dislocation des familles et les conséquences sont immédiates (du fait des veuves/veufs et orphelins que de tels incidents laissent derrière dans un contexte déjà intenable).

À tout cela s'ajoute la résurgence des conflits interethniques dans la région de Tillabéri qui pourraient alimenter les divisions et la méfiance réciproques entre les communautés et les familles. Cette situation pourrait avoir un impact dans les zones d'accueils des déplacés forcés où cohabitent plusieurs catégories de populations.



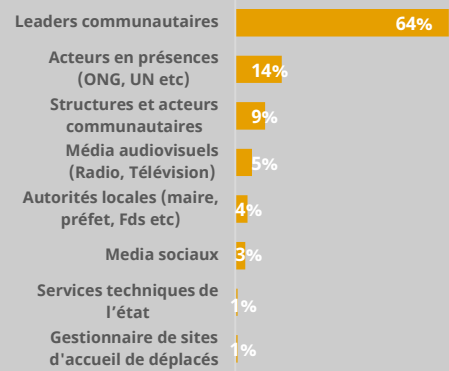
II. ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE

La complexité du contexte sécuritaire illustrée plus haut continue de bouleverser les équilibres communautaires et limite davantage l'espace d'engagement au sein des communautés. L'analyse des données de protection montre que les mécanismes endogènes (comités des sages, pouvoir traditionnel, groupements, etc.), et les structures d'engagement communautaires (comités de protection, comités fonciers, etc.) existantes au niveau des zones affectées par la crise sécuritaire se sont effondrées au fil du temps.

Il ressort également que la stratégie des groupes armés non étatiques qui implique l'imposition de certaines conduites islamistes aux femmes et hommes, notamment l'interdiction d'association entre hommes et femmes (régions de Diffa et Tillabéri) et les assassinats/enlèvements ciblés des leaders communautaires ont contribué à restreindre l'espace d'engagement communautaire.

27% des personnes interviewées au niveau des quatre régions disent que les communautés rencontrent des difficultés de communication avec les organisations humanitaires et de protection. Les raisons avancées sont entre autres une faible consultation sur les prises de décisions pour la réponses humanitaires, le peu ou pas de retours sur les besoins/doléances et inquiétudes soulevées lors des activités de réponses. Les canaux de communications préférés au sein des communautés sont entre autres les leaders communautaires 64%, les acteurs en présence 14%, structures et acteurs communautaires 9% etc.

Canaux de communication préférés des communautés



23% des personnes interviewées sur la même période disent qu'elles ne sont pas informées des services disponibles auprès des acteurs humanitaires et 67% veulent recevoir des informations sur les modalités de distribution et de disponibilité de l'assistances, 21% des informations sur les modalités d'accès à tous les services y compris sur les droits et obligations. Enfin 12% souhaitent recevoir des informations sur la prévention des PSEA et VBG.

La réduction de l'espace de l'engagement communautaire est un obstacle majeur pour la participation de certaines couches sociales, en particulier les femmes, les enfants, les personnes handicapées aux prises de décisions dans un contexte de déplacements forcés, de séparations des familles, etc.



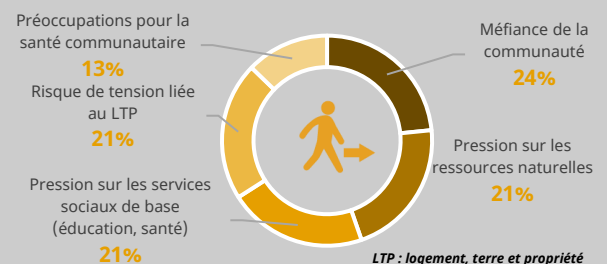
III. COHESION SOCIALE ET COHABITATION PACIFIQUE

La détérioration de la situation sécuritaire impliquant la résurgence des tensions et conflits interethniques, les mouvements forcés mixtes de populations compliquent davantage les relations au sein des communautés et entre les catégories de populations (Hôtes, PDI, Réfugiés etc), au niveau des zones d'accueil.

24% des personnes interviewées au cours de cette période au niveau des quatre régions disent que la méfiance entre communautés est le premier facteur qui affecte la relation entre les groupes de population.

21% des personnes interviewées évoquent les risques de tension liée aux logements, terres et propriété. 21% évoquent aussi la pression sur les ressources naturelles, les services sociaux de base et 13% évoquent les préoccupations pour la sante communautaire.

Cohésion sociale



L'analyse de données de protection dégage trois principaux facteurs qui impactent sur la cohésion sociale et la cohabitation pacifique au niveau des quatre régions, notamment l'accès à la terre, bien et propriété, les suspicions de complicité et/ou complaisance avec les groupes armés non étatiques et l'accès/l'utilisation des ressources naturelles.

Pour ce qui est de l'accès à la terre, bien et propriété, 30% des personnes interviewées déclarent qu'il existe un conflit foncier au sein de leurs communautés entre les populations hôtes elles-mêmes, entre éleveurs et agriculteurs, entre les déplacés forcés et populations hôtes dans les zones d'accueil. Les résultats des entretiens révèlent que l'occupation par des déplacés forcés des champs cultivables, des terrains lotis, alimente le sentiment de rejet des personnes déplacées chez les populations hôtes, surtout à l'approche de la saison hivernale.

En ce qui concerne les suspicions de complicité et/ou complaisance avec les groupes armés non étatiques, les informateurs clés évoquent lors des entretiens individuels que ceci est une stratégie savamment entretenue par ces groupes armés pour maintenir leurs influences sur les communautés. Ces groupes armés tiennent des discours selon lesquels « Qui ne se mêle pas de nos activités sera épargné » et cela donne une méfiance réciproque au sein des communautés.

À tout cela s'ajoute l'accès et l'utilisation des ressources naturelles qui restent un facteur déterminant dans la cohésion et la cohabitation pacifique des catégories de populations. Les restrictions de mobilité liées aux risques sécuritaires décrites plus haut augmentent la pression sur les ressources naturelles les plus accessibles (eaux, terres, espace de pâturage).



IV. EDUCATION

Le mois de mai marque la fin de l'année scolaire au Niger, pour certaines sections en particulier le niveau primaire, collèges, lycées à l'exception des classes d'examens. Il ressort de l'analyse des données de protection que la situation scolaire des enfants dans les zones d'urgence au niveau des quatre régions est restée préoccupante en particulier dans les régions de Diffa, Tillabéri et Tahoua.

38% des personnes interviewées au cours de cette période disent qu'il y a des enfants qui ne vont pas à l'école du fait de la fermeture/destruction des écoles, de l'insécurité et le manque de ressources financières. Globalement, 19% des interviewées estiment que l'environnement scolaire des enfants n'est pas sûr du fait du manque d'infrastructures, des risques et menaces sécuritaires, des attaques contre les écoles, etc.

Les sources du monitoring ont rapporté des attaques et destructions de 3 écoles dans la région de Tillabéri (département de Torodi). Il ressort des résultats des entretiens que les principales raisons de déscolarisation des enfants sont entre autres, la fermeture des écoles 37%, le manque de ressources financières pour les familles/ménages 32% etc.

Selon les données du Cluster Éducation de fin mai et début juin, malgré les efforts des acteurs éducatifs, 958 écoles sont restées fermées au cours de cette année scolaire 2022-2023 au niveau des quatre régions suivies. La région de Tillabéri compte le plus grand nombre d'écoles fermées 891 soit 31,5% du total des écoles que compte la région. Les raisons de ces fermetures sont principalement dues à l'insécurité.

Cette situation a des implications de protection majeure pour les enfants, les familles et la communauté d'abord du fait de cette rupture avec le cadre de protection qui est l'école, ensuite des risques multiformes que courent les enfants déscolarisés (notamment, la délinquance juvénile, les risques d'enrôlement au sein des groupes armés, la séparation familiale, etc.)

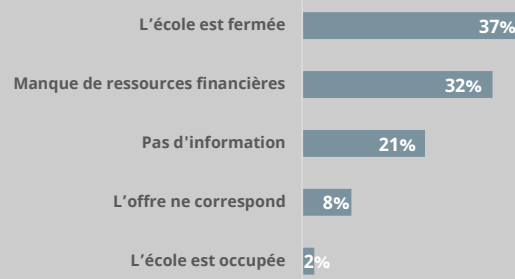


V. PROTECTION DE L'ENFANT

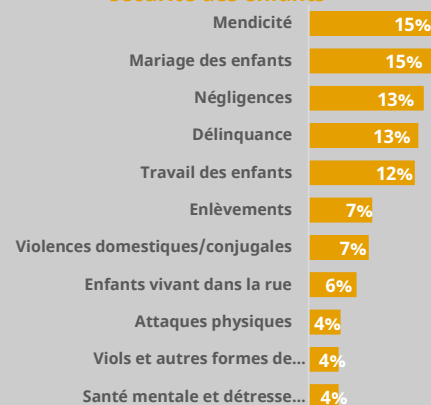
L'environnement de protection des enfants est précaire, voir inquiétant compte tenu du nombre croissant d'enfants victimes/survivants (es), d'incidents sécuritaires et de protection au niveau des quatre régions. Selon les résultats des entretiens avec les informateurs clés au mois de mai, trois principales menaces pèsent sur les enfants notamment les attaques physiques (meurtres, agression, enlèvements, viols, etc.), les violences domestiques (mendicités, coups et blessures, menaces, travaux, etc.) et le mariage d'enfants.

Au cours du mois de mai, 14 enfants ont été victimes d'enlèvements dont 4 garçons et 10 filles ; 16 enfants toutes des filles ont été des survivantes de viols et 17 enfants victimes d'agressions physiques dont 14 garçons et 3 filles. Toutes ces victimes/survivants (es), ont l'âge compris entre 6 et 15 ans. 85% de ces cas ont été rapportés par les sources du monitoring dans les régions de Diffa et Tillabéri et 15% dans la région de Maradi.

Principales raisons de déscolarisations



Principaux problèmes qui menacent la sécurité des enfants



Malgré les efforts des acteurs de protection des enfants, l'accès aux services de prise en charge des enfants reste encore limité dans la plupart des zones affectées (Diffa, Tillabéri, Maradi). 65% des personnes interviewées déclarent que seul le service médical est partiellement disponible du fait de l'absence des produits et expertises médicales appropriées en particulier pour les cas de viols et agressions sexuelles.



VI. VIOLENCE BASEE SUR LE GENRE (VGB)

Au mois de mai, 15% des personnes interviewées déclarent avoir constaté une augmentation du nombre d'incidents en lien avec les VGB au sein de leurs communautés au cours des 30 derniers jours précédents l'enquête. Les violences basées sur le genre tout comme la protection des enfants sont deux problématiques de protection qui ne cessent de prendre de l'ampleur et face auxquelles les réponses restent encore modestes malgré les efforts en cours.

Au mois d'avril, 32% des cas de VGB connus au sein des communautés sont des cas de viols, 26% des cas de violences psychologiques, 26% des cas de violences domestiques etc. Les sources du monitoring ont rapporté 85 incidents en lien avec les VGB, soit 29% du total du nombre d'incidents sécuritaires et de protections rapportés au niveau des quatre régions.

90% des victimes/survivants (es) des VGB sont des femmes et filles et 10% des hommes en particulier des garçons. L'analyse des données de protection révèle que le contexte humanitaire est bouleversé par les mouvements multiples, y compris de retours dans les zones d'origines en ce début de saison pluvieuse. Cela met sous pression les familles et communautés et amplifie davantage les risques (violences domestiques, agressions physiques et sexuelles, dénis de ressources, etc.), liés aux violences basées sur le genre au sein des ménages et communautés.

Principales cas de VGB



MESSAGES CLES

La résurgence des incidents et tensions à caractères inter-ethniques entre des groupes ethniques majoritaires dans la région des Tillabéri risque de porter un coup à la cohésion sociale et la cohabitation pacifique des communautés. A cet effet, les acteurs de protection doivent évaluer la situation et adapter des réponses de préventions urgentes, à court et moyen termes.

La déscolarisation continue de plusieurs milliers d'enfants du fait de la crise sécuritaire au niveau des quatre régions est préoccupante. Il est nécessaire pour les acteurs éducatifs de mettre en place des programmes d'enseignement alternatifs pour ces enfants qui courent des risques multiformes notamment la délinquance juvénile, les risques d'enrôlement au sein des groupes armés, la séparation familiale etc.